

**Convention collective départementale**

IDCC : 1560. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES  
(ALPES-MARITIMES)**  
**(27 juillet 1989)**

*(Bulletin officiel n° 1990-2 bis)*

*(Etendue par arrêté du 22 juin 1990,  
Journal officiel du 5 juillet 1990)*

**AVENANT DU 21 JUILLET 2008**  
**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES  
ET AUX TAUX GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2008**

**NOR : ASET0851032M**

**IDCC : 1560**

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations minimales hiérarchiques au 1<sup>er</sup> septembre 2008*

Les signataires conviennent que la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est porté à 4,24 €, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008, pour la détermination du barème de rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) telles que définies à l'annexe I de la convention collective des industries métallurgiques, électriques et connexes des Alpes-Maritimes et servant d'assiette de calcul de la prime d'ancienneté prévue à l'article 49 de la convention collective susvisée.

Toutefois, par dérogation aux dispositions ci-dessus, les RMH des salariés classés aux coefficients 140 à 170 de la grille de classification de la métallurgie sont calculées indépendamment de la valeur du point et sont fixées comme suit pour une base de 151,67 heures :

K 140 : 725,69 € ;

K 145 : 725,85 € ;

K 155 : 726,15 € ;

K 170 : 726,62 €.

Ce barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif et supporter, de ce fait, les majorations légales pour heures supplémentaires, s'il y a lieu.

## Article 2

### *Taux garantis annuels à compter de l'année 2008*

Les signataires conviennent d'instituer à compter de l'année 2008 un barème de taux garantis annuels (TGA), applicable à l'ensemble des catégories de personnels visés à l'accord national du 21 juillet 1975 modifié sur les classifications.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle brute en dessous de laquelle ne pourra être rémunérée aucun salarié adulte travaillant normalement.

Les TGA ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Ce barème est établi sur la base de 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Ce barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif et supporter, de ce fait, les majorations légales pour heures supplémentaires, s'il y a lieu.

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de tous les éléments bruts du salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paye et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la présente convention collective ;
- majorations pour nuisances susceptibles d'être allouées dans le cadre des dispositions de l'article 46 de la convention collective, et dans le cas de travaux pénibles, dangereux et insalubres visés par l'accord national du 13 juillet 1983 ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En application de ce principe, seront exclues de l'assiette de vérification les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation aux résultats de l'entreprise n'ayant pas le caractère de salaire ainsi que les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

S'agissant de taux garantis annuels, la vérification intervient en fin d'année pour chaque salarié ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin du contrat de travail.

Les valeurs fixées par le barème sont applicables *pro rata temporis* en cas d'entrée en fonction, de changement de classement, de suspension ou de départ de l'entreprise en cours d'année.

## Article 3

### *Clause de révision*

Dans l'hypothèse où une augmentation du SMIC interviendrait avant le 31 décembre 2008, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conséquences qu'elles entendent tirer de cette augmentation concernant les taux garantis annuels (TGA).

## **Article 4**

### *Dépôt*

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants nouveaux du code du travail (ancien L. 132-1), est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 nouveaux du code du travail (ancien L. 132-10).

Fait à Nice, le 21 juillet 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

UIMM Côte d'Azur.

#### **Syndicats de salariés :**

CFE-CGC ;

CFTC.

## ANNEXE I

---

### Barème des taux garantis à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008

*(Base 151,67 heures mensuelles : 35 heures hebdomadaires)*

*(En euros.)*

NIVEAU	K	OUVRIERS (ATAM)
I	140	15 665
	145	15 665
	155	15 716
II	170	15 773
	180	15 828
	190	15 884
III	215	16 383
	225	17 126
	240	18 211
IV	255	19 181
	270	20 295
	285	21 398
V	305	22 819
	335	25 045
	365	27 285
	395	29 512

## ANNEXE II

### **Barème des rémunérations minimales hiérarchiques à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008**

Assiettes de calcul de la prime d'ancienneté base 35 heures

#### *I. – Administratifs et techniciens*

*(Valeur du point : 4,24 €)*

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	K	RMM
I	1	140	725,69
	2	145	725,85
	3	155	726,15
II	1	170	726,62
	2	180	763,20
	3	190	805,60
III	1	215	911,60
	2	225	954,00
	3	240	1 017,60
IV	1	255	1 081,20
	2	270	1 144,80
	3	285	1 208,40
V	1	305	1 293,20
	2	335	1 420,40

NIVEAU	ÉCHELON	K	RMM
	3	365	1 547,60
		395	1 674,80

**II. – Ouvriers**  
(incluant la majoration de 5 % découlant  
de l'accord national du 30 janvier 1980)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	K	RMM
I	1	140	761,97
	2	145	762,14
	3	155	762,46
II	1	170	762,95
	3	190	845,88
III	1	215	957,18
	3	240	1 068,48
IV	1	255	1 135,26
	2	270	1 202,04
	3	285	1 268,82

**III. – Agents de maîtrise d'atelier**  
(incluant la majoration de 7 % découlant  
de l'accord national du 30 janvier 1980)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	K	RMM
III	1	215	975,41
	3	240	1 088,83
IV	1	255	1 156,88
	3	285	1 292,99

NIVEAU	ÉCHELON	K	RMM
V	1	305	1 383,72
	2	335	1 519,83
	3	365	1 655,93
		395	1 792,04